

## **BÉNIN**

Le Bénin est une démocratie constitutionnelle avec une population de 7,9 millions d'habitants. En 2006, le Président Boni Yayi a été élu pour un mandat de cinq ans lors d'une élection multipartite. Aux élections législatives de 2007, la coalition soutenant le Président Yayi, l'Alliance des Forces Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE), a remporté 35 des 83 sièges de l'Assemblée nationale et formé une majorité avec un groupe de 13 membres de l'Assemblée nationale appartenant à de petits partis politiques (G-13). Le Président Yayi a finalement perdu sa majorité parlementaire quand le G-13 a rejoint le groupe parlementaire d'opposition parce que le président n'avait pas rempli ses promesses politiques. Les observateurs internationaux ont qualifié les élections présidentielles et législatives de généralement libres et équitables. Toutefois, les élections municipales et locales d'avril et de mai 2008 ont été entachées de nombreuses irrégularités, de manifestations et d'allégations de fraude crédibles. Le pouvoir civil a gardé le contrôle des forces de l'ordre.

Les problèmes des droits de l'homme ont persisté dans certaines régions. Selon certains rapports, la police aurait à l'occasion fait usage d'une force excessive. La violence du fait de groupes d'autodéfense a fait des morts et des blessés. Des conditions rigoureuses d'emprisonnement, des arrestations et détentions arbitraires et des cas de détention prolongée en garde à vue ont continué à se produire. Il y a eu des violations de la liberté de la presse. L'impunité et la corruption posaient problème. Les femmes étaient victimes de violence et de discrimination sociétale, et la mutilation génitale féminine (MGF) a été pratiquée. Il y a eu des cas de traite et d'exploitation d'enfants, y compris d'infanticides et de travail des enfants.

### **RESPECT DES DROITS DE L'HOMME**

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de ne pas être victime des violations suivantes :

#### **a. Privation arbitraire et illégale de la vie**

Aucune exécution à caractère politique n'a été commise par le gouvernement ou ses agents. Des éléments des forces de sécurité ont parfois abattu des voleurs armés et justifié leurs actes par l'autodéfense. En général, la police n'a rien fait dans le cas d'agressions par des groupes d'autodéfense et il y a eu d'autres incidents de vindicte populaire, en partie à cause de ce qui est perçu comme l'incapacité des

tribunaux locaux de punir les criminels de façon adéquate. Dans ces situations, il s'agissait en général de foules qui ont tué ou blessé grièvement des criminels présumés, en particulier des voleurs pris en flagrant délit. Par exemple, le 20 avril, les habitants d'Assanlin, dans la commune de Za-Kpota en Bénin central ont tué deux personnes qui étaient soupçonnées d'essayer de "voler deux écoliers." Le chef de l'arrondissement était en train d'interroger les deux suspects dans son bureau quand la populace a fait irruption, s'est emparée des deux suspects, et les a brûlés vifs. La police n'a pas fait d'enquête et n'a pas arrêté les responsables du meurtre.

Le 8 mai, des individus ont poignardé à mort et brûlé deux jeunes hommes à Dilly, un village appartenant à la commune d'Abomey, en Bénin central. Les deux victimes étaient des artistes bien connus dans la région. Ils étaient soupçonnés de faire partie d'un réseau qui kidnappait les enfants. La police a enquêté sur le meurtre et arrêté neuf suspects.

b. Disparitions

Il n'a pas été signalé de disparitions pour motif politique.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques ; cependant, le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions. On rapporte que les personnes gardées à vue ont souvent été passées à tabac.

La Cour constitutionnelle a reçu des plaintes de personnes brutalisées par la police. Par exemple, le 8 mars, la Cour constitutionnelle a statué que cinq éléments d'une Brigade anti crime (BAC) avaient violé les clauses de la constitution qui interdisent tout traitement ou châtement dégradant et celles de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples quand cinq des policiers avaient violemment battu, arrêté et détenu un camionneur qui avait refusé de leur verser un pot-de-vin pendant un contrôle routier de routine en février 2009 à Adjarra, dans la banlieue de Porto-Novo.

L'État a achevé de verser des dédommagements aux victimes de torture sous l'ancien régime militaire; cependant, un groupe important de Béninois qui avaient été détenus et torturés sous l'ancien régime militaire se sont plaints que les sommes

qu'ils avaient reçues étaient insignifiantes et discriminatoires par rapport à celles versés par l'État aux anciens exilés politiques .

### Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions carcérales ont continué d'être extrêmement difficiles. Le surpeuplement et le manque d'infrastructures sanitaires et médicales adéquates constituaient un risque pour la santé des prisonniers. Un rapport du 6 juillet du Médiateur de la République sur la condition dans les neuf prisons civiles indiquait que les prisons étaient surpeuplées, et que la malnutrition et les maladies étaient fréquentes. Certains prisonniers souffraient de maladie mentale. Il y a eu des morts dues au manque de soins médicaux et à la négligence. Des prisonniers sont parfois morts du manque d'aération dans des cellules exigües et surpeuplées. Sur les neuf prisons civiles, huit étaient pleines bien au-delà de leur capacité. Le médiateur a publié des statistiques en juin indiquant que la population totale des prisons (y compris les prévenus en détention avant le procès et ceux dont l'affaire était renvoyée) s'élevait à 6.908; sur ce chiffre, les prévenus en détention avant le procès et ceux dont l'affaire était renvoyée était de 5.174. Aucun décompte n'était disponible concernant le nombre de mineurs et de femmes prisonniers dans l'ensemble des neuf prisons.

En 2009 l'État a augmenté le régime des prisonniers d'un repas par jour à deux.

Les mineurs ont parfois été logés avec des adultes. Les prévenus en détention avant le procès étaient détenus avec des condamnés, mais pas les plus violents ni ceux condamnés pour crimes passibles de la peine de mort. Suivant ce rapport, la proportion entre les deux groupes était de trois ou quatre prévenus en détention avant le procès pour un condamné pendant la période concernée.

Le gouvernement a autorisé les visites des prisons par des observateurs ayant pour fonction de veiller au respect des droits de l'homme. Des organisations non gouvernementales (ONG) et des groupes religieux ont continué à visiter les prisons. Les organisations qui ont visité les prisons au cours de l'année étaient : le Comité international de la Croix-Rouge, Amnesty International, Fraternité des prisons du Bénin, Caritas et Prisonniers sans frontières.

#### d. Arrestations ou détention arbitraires

La Constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires ; cependant, les autorités n'ont pas toujours respecté ces interdictions.

## Rôle de la police et appareil de sécurité

La police, placée sous les ordres du Ministère de l'Intérieur, est la principale autorité chargée de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre dans les zones urbaines; la gendarmerie, sous les ordres du Ministère de la Défense, s'acquitte des mêmes responsabilités dans les zones rurales. Les policiers sont mal équipés et mal entraînés ; ils ont obtenu peu de résultats quand ils ont mené des enquêtes sur les crimes fondés sur le genre et essayé de prévenir ou de réagir à la violence de la populace. Les pouvoirs publics ont continué à réagir à ces problèmes en recrutant plus d'agents, en construisant plus de commissariats et en modernisant l'équipement pendant l'année, mais des problèmes graves persistaient, notamment l'impunité largement répandue.

## Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La constitution prévoit des mandats d'arrêt fondés sur des preuves suffisantes, dressé par un représentant officiel dûment autorisé et prévoit une audience par-devant un magistrat dans les 48 heures, mais ces dispositions n'ont pas toujours été observées dans la pratique; dans des circonstances exceptionnelles le magistrat peut autoriser une prolongation de la détention qui ne doit pas dépasser huit jours. Les détenus ont le droit d'obtenir une détermination judiciaire rapide, ce qui a généralement été respecté dans la pratique. ils ont également le droit d'avoir promptement accès à un avocat quand ils comparaissent devant le juge, ce qui a généralement été respecté. Ils ont le droit de recevoir des visites de leur famille, ce qui a été généralement respecté dans la pratique. Après avoir interrogé un détenu, le juge a 24 heures pour décider soit de prolonger la détention, soit de le libérer. Les prévenus attendant une décision judiciaire peuvent demander une libération sous caution; cependant, le Procureur de la République doit donner son accord à leur demande. Les mandats de dépôt autorisant la garde à vue sont valables pour six mois et peuvent être renouvelés tous les six mois, jusqu'à ce que le suspect soit traduit en justice. L'État fournit un avocat commis d'office aux prévenus indigents pour les affaires pénales.

Il y a eu des rapports dignes de foi selon lesquels les autorités ont dépassé la limite légale des 48 heures de garde à vue dans bien des cas, et parfois jusqu'à une semaine. Elles ont souvent utilisé la pratique consistant à tenir indéfiniment une personne «à la disposition» du Procureur avant de présenter le dossier à un magistrat. Environ 75 pour cent des personnes incarcérées étaient des détenus

attendant leur procès. Des installations inadéquates, un personnel mal formé et des rôles surchargés retardaient la bonne marche de l'administration de la justice.

e. Dénier de procès public équitable

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces dispositions. Certains aspects du pouvoir judiciaire sont restés inefficaces.

Les conseils de discipline militaires jugent les délits mineurs commis par les membres des forces armées; ils n'ont aucune compétence sur les civils. Les tribunaux civils jugent les actes criminels commis par des militaires. Le pays n'a pas de tribunal militaire.

Procédures régissant les procès

La Constitution garantit le droit à un procès impartial ; mais l'inefficacité judiciaire et la corruption ont entravé l'exercice de ce droit.

Le système judiciaire est fondé sur le droit civil français et le droit coutumier local. L'accusé est présumé innocent. Les affaires pénales donnent lieu à des procès devant jury. Le prévenu a le droit d'être présent à son procès et de se faire représenter par un avocat; le tribunal fournit un avocat aux indigents qui en font la demande. Il a aussi le droit de confronter les témoins et d'avoir accès aux preuves détenues par l'État. Les accusés ont le droit de présenter des témoins et des preuves en leur faveur. Ils peuvent faire appel de condamnations criminelles devant les cours d'appel et se pourvoir en cassation devant la Cour suprême, et ensuite effectuer un recours en grâce auprès du Président. Les procès sont ouverts au public, mais, en cas de circonstances exceptionnelles, le président du tribunal peut décider de restreindre l'accès afin de préserver l'ordre public ou protéger les intéressés. Le gouvernement étend les droits mentionnés ci-dessus à tous les citoyens sans discrimination.

Prisonniers et détenus politiques

Il n'a pas été signalé de prisonniers ou détenus politiques .

Procédures et recours judiciaires civils

Il existe une juridiction indépendante, mais pas toujours impartiale, pour les affaires au civil. Lorsque les recours administratifs ou informels échouent, tout citoyen peut porter plainte auprès de la Cour constitutionnelle en cas d'atteinte présumée aux droits de l'homme.

- f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

Toute ingérence arbitraire en ces domaines est interdite par la constitution et la loi, et l'État a généralement respecté ces interdictions. La loi exige que la police obtienne un mandat avant de pénétrer chez un particulier et cette règle a été généralement respectée.

Section 2 Respect des libertés civiles, notamment:

- a. Libertés d'expression et de la presse

La Constitution et la loi garantissent la liberté d'expression et la liberté de la presse; cependant, les pouvoirs publics n'ont pas toujours respecté ces droits. Il existait des programmes radio et télévision pendant lesquels les citoyens ont ouvertement critiqué la politique du président sans subir de représailles; cependant, l'État a occasionnellement limité la liberté de la presse.

Par exemple, le 13 octobre, les collaborateurs de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin (ORTB), chaîne publique, ont envoyé une lettre au directeur exécutif de l'ORTB détaillant les nombreuses occasions dans lesquelles il avait limité la diffusion d'émissions auxquelles participaient des membres de l'opposition et/ou qui étaient contraires aux directives des pouvoirs publics. Le directeur ORTB a nié ces allégations.

Les 3 et 4 août, l'État a bloqué pendant 14 heures le signal FM de Radio France Internationale, une station publique française, qui avait rapporté que les députés à l'Assemblée nationale avaient tenté de destituer le Président Yayi pour sa participation alléguée à l'affaire d'ICC-services, une escroquerie du type de la pyramide, qui avait coûté des milliards de francs CFA aux investisseurs, et qui avait annoncé la diffusion d'un programme interactif sur cette affaire. La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) a nié toute participation à cette interruption.

Le 15 août, des individus non identifiés ont acheté des milliers d'exemplaires de journaux qui avaient publié la déclaration d'un ancien ministre des finances sur une affaire de corruption retentissante (l'affaire CEN-SAD), perturbant l'approvisionnement de ces journaux à Cotonou. Les journalistes ont affirmé que les pouvoirs publics avaient ordonné cette manœuvre.

La loi fait de la diffamation une infraction pénale et de nombreux journalistes ont été mis en examen pour diffamation. La loi interdit aux particuliers et à la presse d'annoncer ou de prédire les résultats d'élections. Les journalistes ont pratiqué l'autocensure.

Selon un rapport de 2008 publié par l'ONG Droits de l'Homme, Paix et Développement (DHPD), les pouvoirs publics ont octroyé des contrats dans le secteur des communications à des médias privés pour des besoins de propagande, pesant ainsi négativement sur l'exercice de la liberté de la presse.

La Constitution prévoit des peines de prison avec travaux forcés pour certaines activités se rapportant à des abus du droit à la liberté d'expression ; la loi sévit en cas de menaces contre l'ordre public ou d'incitations à la violence, mais la loi est formulée de façon vague et elle est susceptible d'abus. Rien n'indique que cette loi ait été appliquée pendant l'année.

Les médias indépendants étaient actifs et ont exprimé sans restriction une large variété d'opinions. Des publications ont critiqué l'État librement et fréquemment, mais avec un effet limité sur l'opinion publique, à cause de leur distribution restreinte et de l'analphabétisme largement répandu. Une commission non gouvernementale sur la déontologie des médias a continué à censurer certains journalistes pendant l'année pour conduite non déontologique, comme par exemple, rapporter des informations mensongères ou inexactes ou publier des informations qui était sous embargo par l'État.

Le gouvernement a continué de posséder et d'exploiter les médias les plus influents, et contrôle la portée de transmission et l'infrastructure de diffusion. La majorité de la population est illettrée, habite dans des zones rurales et reçoit généralement ses informations par la radio. L'ORTB diffuse en français et dans les langues locales. Il y avait environ 75 stations de radio privées, communautaires et commerciales, une radio publique et 5 stations de télévision privées. Les stations radio des communautés rurales ont bénéficié du soutien de l'ORTB et émettaient plusieurs heures par jour exclusivement dans les langues locales. Radio France Internationale et la BBC émettaient à Cotonou. L'État a accordé une aide

financière de 350 millions CFA (78.000 dollars) aux médias privés pendant l'année.

Le « Rapport national sur la liberté de la presse » de 2007 publié par l'ONG DHPD indique que les juges étaient souvent laxistes lorsqu'il s'agissait de poursuites pour diffamation. On a appris de source judiciaire que pendant l'année le tribunal a continué à recevoir des affaires de diffamation contre les journalistes, mais les juges se sont généralement abstenus d'engager des poursuites. Les journalistes ont continué à se battre pour la dépenalisation des infractions concernant la presse.

Il n'a pas été signalé que l'État ait pénalisé les journalistes qui avaient publié des articles contraires aux directives des pouvoirs publics.

La Haute Autorité de l'Audio-visuel et de la Communication (HAAC) supervisait les activités des médias. Elle a exigé que les responsables de la radio et de la télévision lui soumettent chaque semaine des listes des programmes prévus et que les organes de presse lui soumettent des copies de toutes leurs publications, mais les médias n'ont pas appliqué ces directives dans la pratique. La HAAC a affirmé que cette information était utilisée à des fins administratives; cependant, certains journalistes se sont plaints qu'il s'agissait d'une forme de harcèlement .

#### Liberté d'Internet

Il n'y a pas eu de restrictions imposées par les pouvoirs publics concernant l'accès à Internet ni de rapport qu'ils aient surveillé le courriel ou les forums de conversation d'Internet. Les particuliers comme les groupes avaient le droit d'exprimer leurs opinions sur Internet, notamment par courriel.

Internet était largement accessible dans les villes, surtout dans les cybercafés, mais pour beaucoup le coût des prestations est prohibitif. En raison d'un manque d'infrastructures, il n'était pas disponible dans la plupart des zones rurales. Suivant les plus récentes statistiques de l'Union internationale des télécommunications, 1,66 pour cent des habitants seulement utilisent Internet.

#### Liberté de l'enseignement et manifestations culturelles

Les pouvoirs publics n'ont imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

#### b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

### Liberté de réunion

La Constitution et la loi garantissent la liberté de réunion et, en général, le gouvernement a respecté ce droit.

Le gouvernement exige l'obtention de permis pour utiliser des lieux publics pour des manifestations et il les a généralement délivrés; mais il a parfois évoqué «l'ordre public » pour refuser de délivrer des permis demandés par des groupes d'opposition, des organisations de la société civile et des syndicats.

Le 30 septembre, les forces de sécurité ont interrompu une manifestation d'enseignants à un institut de formation des maîtres à Abomey, en Bénin central ; elles ont tabassé certains des manifestants qui se plaignaient du retard mis par l'administration pour leur verser leurs salaires. Le 5 octobre, le Ministère de l'Enseignement secondaire et de la formation technique et professionnelle a déclaré que l'État allait identifier et sanctionner les responsables de ces incidents , mais rien n'indique qu'il soit intervenu.

### Liberté d'association

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'association et, en général, les pouvoirs publics ont respecté ce droit. Le gouvernement exige que les associations se fassent enregistrer et leur a couramment permis de le faire.

#### c. Liberté de religion

Pour de plus amples renseignements, voir le Rapport du Département d'État 2010 sur la liberté religieuse dans le monde, *2010 International Religious Freedom Report*, à l'adresse [www.state.gov/g/drl/irf/rpt](http://www.state.gov/g/drl/irf/rpt).

#### d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, protection des réfugiés et apatrides

La Constitution et la loi garantissent la liberté de circuler à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement ; en général, le gouvernement a respecté ces droits ; cependant, la présence de la police, des gendarmes et de barrages routiers illégaux a entravé la circulation à l'intérieur du pays. Bien qu'ostensiblement destinés à faire respecter les règles concernant la sécurité des véhicules et les douanes, beaucoup de ces postes de contrôle ont été utilisés par les

policiers et les gendarmes pour rançonner les voyageurs. Le gouvernement a continué d'appliquer les mesures prises auparavant pour combattre ces pratiques de corruption aux barrages routiers, mais elles ne ont pas toujours été efficaces et des extorsions se sont couramment produites.

Le gouvernement a continué d'exiger que les mineurs voyageant à l'étranger soient munis de documents, dans le cadre de la campagne de lutte qui se poursuit contre la traite des personnes. Cependant, comme ces directives n'ont pas toujours été appliquées, la traite des mineurs à travers les frontières a continué.

En vertu de sa politique relative à la migration saisonnière des troupeaux, l'État a autorisé les éleveurs nomades peuls venus d'autres pays à pénétrer sur son territoire et à en sortir librement; il ne les a pas obligés à passer par des points d'entrée désignés. Il y a parfois eu des disputes entre des pasteurs et des propriétaires terriens locaux sur les droits de pâturage.

L'exil forcé est interdit par la loi; l'État n'y a pas eu recours.

#### Protection des réfugiés

L'État a établi un système de protection des réfugiés. À la fin de l'année, on comptait environ 7.300 réfugiés, parmi lesquels on estime à 6.000 les réfugiés du Togo. Dans la pratique, l'État a offert une protection contre l'expulsion ou le renvoi des réfugiés dans des pays où leur vie serait menacée en raison de leur race, de leur religion, leur nationalité, leur appartenance à un groupe social particulier, ou leur opinion politique. Il a coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires afin de venir en aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Le gouvernement n'a pas offert de protection temporaire au cours de l'année. Ceux qui ne se qualifient pas comme réfugiés aux termes de la Convention de l'ONU de 1951 relative au statut des réfugiés ou son protocole, sont orientés par les autorités vers le Service d'immigration pour qu'ils demandent un permis de résidence.

Le gouvernement a continué à autoriser les réfugiés togolais vivant dans des communautés locales et dans des camps de réfugiés à participer à la plupart des activités économiques et à inscrire leurs enfants dans les écoles locales. En 2007, le HCR et les gouvernements du Bénin et du Togo ont signé un accord tripartite afin d'organiser le rapatriement volontaire des réfugiés togolais. En 2009, 83 de ces réfugiés sont rentrés au Togo grâce à ce programme. Il n'existe pas de populations apatrides dans le pays.

### Section 3 Respect des droits politiques: droit des citoyens de changer de gouvernement

La Constitution et la loi garantissent aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement et les citoyens ont exercé ce droit à travers des élections périodiques, libres et généralement transparentes, fondées sur le suffrage universel.

#### Elections et participation politique

En 2006, le Président Boni Yayi a été élu pour un mandat de cinq ans lors d'une élection multipartite. Aux élections législatives de 2007, l'Alliance des Forces Cauris pour un Bénin Émergent (FCBE), qui soutient le président Yayi, a remporté 35 sièges sur les 83 que compte l'Assemblée nationale. Un groupe de 13 députés de petits partis politiques de l'Assemblée nationale (le G-13) s'est allié au FCBE pour former une majorité de 48 sièges à l'assemblée. En 2008 le G-13 a dissout la coalition dans la tension politique, et le FCBE s'est retrouvé avec ses 35 sièges initiaux. Le G-13 s'est rangé avec les partis d'opposition pour former une majorité bloquant les débats. Les groupes d'opposition ont refusé de se joindre au gouvernement du président Yayi.

Les observateurs internationaux ont considéré les élections présidentielles et législatives comme généralement libres et équitables. Toutefois, des allégations de fraude et d'irrégularités ont entaché les élections locales et municipales d'avril et de mai 2008. Les électeurs ont déposé des centaines d'appels auprès de la Cour suprême qui a annulé les résultats dans un certain nombre de communes et ordonné de nouvelles élections et un nouveau comptage des voix dans les circonscriptions où les résultats étaient contestés.

Les particuliers et les partis ont été libres de se porter candidats et de se présenter aux élections. Les pouvoirs publics n'ont pas imposé de restriction à l'opposition. Aucun parti ou groupe n'a récemment dominé la scène politique.

On comptait neuf femmes parmi les 83 membres de l'Assemblée nationale et quatre femmes ministres sur les 30 membres du cabinet. Il y avait deux femmes sur les sept juges de la Cour constitutionnelle.

Il n'y a pas de groupe ethnique majoritaire dans le pays. Les divers groupes ethniques étaient bien représentés au sein des institutions gouvernementales, dans

la fonction publique et dans les forces armées. À l'Assemblée nationale, 11 membres appartenaient aux groupes ethniques Nago et Yoruba ; 24, aux groupes ethniques Bariba, Somba, et Dendi; et 34, aux Fon, Goun, Adja, et autres groupes plus petits. Neuf ministres du cabinet appartenaient aux groupes Bariba, Somba, et Dendi ; 15, aux groupes Fon, Goun, et Adja ; et trois appartenaient aux groupes Yoruba et Nago.

#### Section 4 Corruption officielle et transparence gouvernementale

La corruption des responsables officielle restait très répandue. Le président Yayi a poursuivi son initiative de lutte contre la corruption de 2006.

Le 7 janvier, le président de l'ONG Front des organisations nationales de lutte contre la-corruption (FONAC) a énuméré 32 affaires de corruption impliquant des fonctionnaires entre 2006 et 2009, qui n'étaient toujours pas réglées. L'enquête du FONAC au Ministère du Travail et de la Fonction publique en septembre 2009 a révélé qu'aucune commission disciplinaire n'avait été créée pour traiter ces affaires de corruption et qu'aucune sanction n'avait été prise.

Le 20 juillet, le Président Yayi a contacté le président de l'Assemblée nationale, l'invitant à soumettre à l'approbation des parlementaires une requête concernant l'inculpation de quatre anciens ministres impliqués dans une affaire de corruption. La majorité d'opposition à l'Assemblée Nationale a rejeté la requête du Président Yayi.

En juillet 2009, le gouvernement a publié un rapport de la Cour des comptes béninoise; ce rapport détaillait les pratiques de corruption présumées, notamment l'attribution illégale des marchés publics, la facturation abusive, la gabegie, et le détournement des fonds publics destinés à la rénovation de deux centres de conférence en préparation du sommet de CEN-SAD en juin 2008. Les pouvoirs publics ont confirmé l'implication de fonctionnaires de haut niveau, notamment de l'ancien ministre des Finances, ainsi que des responsables de la passation des marchés publics. Le gouvernement a renvoyé ces responsables et a demandé des sanctions disciplinaires à leur encontre en attendant une action en justice.

La corruption policière était largement répandue. La police continue à extorquer de l'argent aux voyageurs aux barrages routiers.

L'Observatoire de lutte contre la corruption (OLC), une organisation gouvernementale, a lancé une campagne nationale pour faire connaître le Plan

stratégique de lutte contre la corruption et s'est livré à une enquête pour juger de l'ampleur de la corruption courante et des pots de vin au sein de la fonction publique. Afin de renforcer sa capacité de lutte contre la corruption, l'OLC a organisé des sessions de formation pour familiariser ses collaborateurs avec la nouvelle loi des marchés publics, qui est entrée en vigueur en septembre 2009, et pour les former à l'observation de l'inscription des électeurs, en vue de prévenir la fraude électorale. Le 12 avril, l'OLC a publié son Livre blanc de 2008 sur la corruption pour montrer la prévalence de la corruption dans l'administration publique.

Il est communément admis, et reconnu par certains membres du personnel judiciaire, que le système judiciaire, à tous les niveaux, est susceptible de corruption.

Le 6 juillet, le Président Yayi a limogé le procureur en chef George Constant Amoussou et l'a placé en garde à vue parce qu'il aurait bloqué la plainte déposée devant le tribunal par le gouvernement contre l'ICC, une institution de microcrédit qui a escroqué l'argent déposé par les citoyens.

Selon les derniers Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption demeurait un problème grave.

Les fonctionnaires n'étaient pas sujets à des lois de divulgation des renseignements financiers.

Aucune loi ne prévoit l'accès du public aux informations gouvernementales et il n'est pas certain que des demandes d'un tel accès aient été accordées.

Section 5 Attitude du gouvernement vis-à-vis des enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées de droits de l'homme

Plusieurs groupes nationaux ou internationaux des droits de l'homme ont généralement travaillé sans intervention du gouvernement, enquêtant et publiant leurs conclusions sur les affaires en ce domaine. Les autorités étaient souvent assez coopératives et sensibles à leur point de vue. L'État a rencontré des observateurs des ONG nationales par le canal du Conseil national consultatif des droits de l'homme et de la Direction des droits de l'homme, dépendant du Ministère de la Justice, de la législation et des droits de l'homme. Ce Ministère a coordonné des

campagnes de sensibilisation afin d'éduquer la population sur les droits de l'homme.

Le gouvernement a collaboré avec des organisations internationales. En 2009 des représentants du Comité pour la prévention de la torture (CPT) et du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont visité le pays. Après cette visite, le CPT a publié des recommandations sur de nombreux sujets. En novembre 2009, le Comité mondial contre la torture et la Fédération internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, en conjonction avec le Ministère de la Justice, de la législation et des droits de l'homme et des ONG locales, ont organisé un séminaire de suivi afin d'étudier les recommandations formulées par le CPT et de mettre au point des stratégies pour que l'État applique ces recommandations.

#### Section 6 Discrimination, violences sociétales et traite des êtres humains

La Constitution et la loi interdisent toute forme de discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue, ou l'appartenance sociale; cependant, la discrimination sociétale contre les femmes persistait. Les personnes handicapées sont désavantagées. L'État n'a pas pris de mesures concrètes contre ces violations de leurs droits.

#### Condition des femmes

La loi interdit le viol, mais elle a été peu appliquée, à cause de l'inefficacité de la police, de la peur des victimes qui hésitaient à porter leur affaire devant la police, par crainte de stigmatisation sociale, et à cause enfin de la corruption. Le Code pénal ne fait pas de distinction entre le viol en général et le viol conjugal. Les sentences prononcées pour condamnation pour viol allaient de un à cinq ans de prison. Entre janvier et octobre, des organisations de la société civile ont porté 636 affaires de violence fondée sur le genre devant les tribunaux et rapporté 1.316 cas aux commissariats et brigades de police, dans le cadre d'un projet international pour lutter contre la violence fondée sur le genre dans le pays. Cependant, ces statistiques ne couvraient pas la violence pour motif sexuel dans l'ensemble du pays. Aucune statistique n'était disponible concernant les poursuites ou les condamnations. Vu que la police manquait de la formation nécessaire pour recueillir les éléments de preuve liés aux agressions sexuelles, vu aussi l'ignorance des victimes quant à leurs droits et l'impossibilité de présenter des preuves devant

le tribunal, les juges ont souvent réduit les infractions d'ordre sexuel à des délits mineurs.

La violence domestique envers les femmes était fréquente. Le Code pénal interdit la violence domestique et les peines prévues vont de six à 36 mois de prison. Cependant, les observateurs des ONG pensaient que les femmes persistaient dans leur réticence à porter plainte. Les juges et la police sont aussi peu disposés à intervenir dans les différends conjugaux ; la société considérait en général qu'il s'agit de problèmes de famille. La branche locale d'une ONG régionale, Femmes juristes et de développement du Bénin, l'Association des femmes juristes du Bénin (AFJB), et l'Initiative pour la Justice et l'autonomisation des femmes, par le canal du Projet Empower de Care International, ont offert une aide sociale, juridique, médicale, et psychologique aux victimes de violence familiale. Le Bureau de la Promotion de la femme, sous l'autorité du Ministère de la Famille et de la Solidarité, est chargé de protéger et de promouvoir les droits et le bien-être des femmes.

La mutilation génitale des femmes (MGF) était pratiquée sur les filles et les femmes, du tout jeune âge jusqu'à 30 ans (mais la majorité des cas concernait des fillettes de moins de 13 ans, la moitié des MGF ayant lieu avant l'âge de cinq ans), et généralement sous la forme de l'excision. Environ 13 pour cent des femmes et des filles avaient subi une MGF; le chiffre était plus élevé dans certaines régions, surtout dans les départements du nord, notamment Alibori et Donga (48 pour cent) et Borgou (59 pour cent), et parmi certain groupes ethniques; plus de 70 pour cent des femmes et filles Bariba et Peuls et 53 pour cent Yoa-Lokpa avaient subi la MGF. Les femmes plus jeunes risquent moins d'être victimes d'excision que leurs aînées. Les personnes qui pratiquent la procédure de MGF, en général des femmes âgées, en tirent profit. La loi interdit la MGF et prévoit des peines contre celles qui pratiquent cette procédure, notamment des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 10 ans et des amendes allant jusqu'à six millions de francs CFA (13.000 dollars); cependant, l'État a eu généralement peu de succès pour prévenir cette pratique. Toute personne qui était au courant d'un cas de MGF mais ne l'a pas signalé est passible en principe d'une amende allant de 50.000 à 100.000 francs CFA (\$110 to \$220). L'application de la loi est rare, toutefois, en raison de la loi du silence qui accompagne cet acte criminel.

Dans un cas, par exemple, en septembre 2009 la police a arrêté une femme en s'appuyant sur la dénonciation d'une ONG locale qui l'accusait d'avoir pratiqué l'excision sur sept petites filles dans la région de Kouandé dans le nord du pays. La

police a transmis l'affaire au tribunal de Natitingou, qui en octobre 2009 a condamné cette femme à un an et demi de prison.

Les ONG ont continué d'éduquer les communautés rurales quant aux dangers que représente la MGF et de reconvertir les exciseuses à d'autres activités. Une ONG très en vue, branche locale du Comité Interafricain, a progressé pour mieux sensibiliser le public aux dangers de cette pratique, et l'État a coopéré avec ces efforts. Le Ministère de la Famille a continué sa campagne d'éducation, comprenant des conférences dans les écoles et les villages, des débats avec les autorités religieuses et coutumières, et l'installation de banderoles. Les ONG ont également travaillé sur ce problème dans les langues locales sur les stations radio locales

La prostitution, surtout la prostitution infantine, était un problème. Il y a eu des rapports crédibles que des touristes visitant le parc national de Pendjari à l'extrémité nord-ouest du pays ont utilisé les services de prostitué(e)s, dont beaucoup de mineur(e)s. Il n'existe pas de loi particulière portant sur le tourisme sexuel. On ne sait pas avec certitude si ces touristes ont eu recours à un réseau local ou international ou encore s'ils sont venus dans la région principalement pour le tourisme sexuel. Il n'y a aucun signe de participation ou de complicité des pouvoirs publics. En mars 2009 l'État, en conjonction avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et une banque locale, a lancé une campagne de sept jours contre le tourisme sexuel visant des enfants âgés de huit à 17 ans, afin de sensibiliser la population aux dangers de ce type de tourisme.

Le harcèlement sexuel était courant, particulièrement le harcèlement des étudiantes ou des élèves par leurs enseignants de sexe masculin. La loi interdit le harcèlement sexuel et offre une protection aux victimes. La loi prévoit que les personnes condamnées pour harcèlement sexuel sont passibles de un à deux ans de prison et d'amendes allant de 100.000 à un million de francs CFA (220\$ à 2.200\$). Elle prévoit aussi des sanctions pour les personnes qui ont connaissance d'un cas de harcèlement sexuel, mais ne le signalent pas aux autorités. Ces lois étaient appliquées avec laxisme, en raison du manque de connaissances juridiques des agents des forces de l'ordre et des procureurs et parce qu'ils n'avaient pas les capacités nécessaires pour poursuivre les coupables dans ces affaires ; en outre, les victimes redoutaient la stigmatisation de la société. Bien que cette loi particulière n'ait pas été appliquée, les juges ont eu recours à d'autres clauses du Code pénal pour traiter les cas d'abus sexuels sur la personne de mineurs.

L'article 26 de la Constitution stipule que l'État doit protéger la famille, notamment la mère et l'enfant. La Déclaration de mai 2006 sur la politique en matière de population encourage la responsabilité en matière de fécondité pour réduire les grossesses précoces et/ou tardives et encourage le planning familial par la distribution de contraceptifs. La loi No 2003-04 de mars 2003 relative à la santé sexuelle et à la reproduction garantit les droits à la reproduction des couples et des individus, notamment l'accès aux soins médicaux, la liberté d'avoir des enfants, la liberté de se marier, le droit à la non-discrimination, l'accès à la contraception et l'égalité d'accès aux soins médicaux pour les personnes vivant avec une infection sexuellement transmissible, dont le VIH. L'article 19 de la loi No 2003-04 prévoit des sanctions en cas d'actes portant préjudice à la jouissance de la santé sexuelle et de la santé de la reproduction. Le gouvernement a généralement respecté ces droits. On estime que 30 pour cent des femmes n'avaient pas de réponse satisfaisante à leur besoin de planning familial. L'enquête démographique et de santé au Bénin (EDS), de 2006, signalait que le taux de mortalité maternelle était de 397 pour 100.000 naissances vivantes. Selon cette enquête, 88 pour cent des femmes avaient reçu des soins prénataux fournis par du personnel de santé (80 pour cent par des infirmières et sages-femmes, 4 pour cent par d'autres, et 4 pour cent par des médecins). la proportion de femmes qui ont eu accès aux soins prénataux fournis par des médecins était plus élevée à Cotonou (18 pour cent) et d'autres villes (5 pour cent), alors que ce taux était plus faible dans les zones rurales (3 pour cent).

Bien que la constitution prévoie l'égalité des femmes dans les domaines politique, économique et social, elles ont subi une discrimination extensive à cause des attitudes sociétales et de la résistance au changement de conduite.

Les femmes ne sont plus soumises au droit coutumier (Coutumier du Dahomey). Le code de personnes et de la famille a abrogé le droit coutumier et autre législation défavorable aux femmes. Le code de personnes et de la famille interdit toute discrimination contre les femmes concernant le mariage et leur donne un droit égal à l'héritage.

En réponse à une plainte déposée par une femme poursuivie pour adultère en juillet 2009, la Cour constitutionnelle a statué que les dispositions relatives à l'adultère figurant dans le code pénal sont inconstitutionnelles pour le motif qu'elles représentent une discrimination contre les femmes.

Dans les zones rurales, les femmes ont en général une place subordonnée et assument la majeure partie du dur labeur dans les exploitations agricoles de

subsistance. Dans les zones urbaines, elles dominent le secteur commercial informel dans les marchés en plein air. Au cours de l'année, le gouvernement et les ONG ont poursuivi les efforts de sensibilisation du public sur le Code de la Famille de 2004, qui garantit aux femmes le droit à l'héritage et à la propriété, et qui accroît sensiblement leurs droits quant au mariage, dont l'interdiction du mariage forcé, du mariage d'enfants et de la polygamie.

Dans la pratique, les femmes ont subi une discrimination dans divers domaines: obtention d'un emploi, d'un crédit, d'un salaire égal à celui des hommes, accès à la propriété ou gestion d'entreprise. Elles ne rencontrent aucune restriction juridique concernant le code de la personne et de la famille mais peuvent être victimes de restrictions et discrimination sociétales. Pendant l'année, l'État a accordé un microcrédit aux pauvres, particulièrement aux femmes des zones rurales, pour les aider à développer des activités génératrices de revenus. Un chiffre estimatif de 675.000 femmes ont bénéficié de ces projets de microcrédit depuis leur lancement en 2007.

### Enfants

Le gouvernement a déclaré publiquement son engagement envers les droits et la protection des enfants, mais il a manqué de ressources pour matérialiser cet engagement. Le Ministère de la Famille est responsable de la protection des droits des enfants, surtout dans les secteurs de l'éducation et de la santé. La Commission nationale des droits des enfants et le Ministère de la Famille ont des rôles de surveillance en matière de promotion du respect des droits de l'homme en ce qui concerne la protection de l'enfance.

La nationalité dépend de la naissance sur le territoire et/ou de celle de l'un des parents. Surtout dans les régions rurales, il arrive souvent que les parents ne déclarent pas la naissance de leurs enfants, soit parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer les frais nécessaires pour obtenir des actes de naissance, soit par ignorance. Une enquête de 2001 indiquait qu'un quart des enfants de moins de 18 ans n'étaient pas déclarés à la naissance, ce qui pouvait entraîner le refus de services publics tels que l'éducation et les soins de santé. Plusieurs bailleurs de fonds ont pris des mesures pour accroître le nombre d'enfants déclarés. Au cours des deux dernières années, l'ONG PLAN International a permis l'enregistrement gratuit d'enfants qui devaient passer l'examen de fin de scolarité primaire. (S'ils n'ont pas de certificat de naissance, les enfants peuvent fréquenter l'école primaire mais ne peuvent pas se présenter à l'examen.) L'UNICEF et les ONG Services du

secours catholique et World Education ont également soutenu la campagne des pouvoirs publics pour enregistrer toutes les naissances.

L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les enfants de 6 à 11 ans. Il est devenu gratuit pour tous à partir de l'année scolaire 2007-2008 ; cependant, dans certaines régions du pays, les filles ne reçoivent aucune éducation formelle. Les parents paient souvent des frais de scolarité pour leurs enfants parce que beaucoup d'écoles manquent de fonds suffisants. Selon l'UNICEF le taux net d'inscription à l'école primaire en 2007 était d'environ 93% pour les garçons et 83 % pour les filles. Le taux d'inscription pour l'éducation secondaire était beaucoup plus faible pour les filles ; celles-ci n'avaient pas les mêmes chances de s'instruire que les garçons, étant alphabétisées à environ 18 pour cent, contre 50 pour cent pour les garçons.

La MGF était couramment pratiquée sur les fillettes (voir la section 6, sur les Femmes).

La pratique du mariage des enfants ou mariage précoce existe dans le pays. Elle comprend le mariage forcé, le mariage par troc et le mariage par enlèvement. Une étude de 2008 sur la violence fondée sur le genre, menée dans 13 communes, indiquait que 23 pour cent des 594 enfants interviewés étaient soumis au mariage forcé ou précoce.

Bien que le code de la famille interdise le mariage des moins de 18 ans, cette pratique persistait dans les zones rurales. Le mariage de mineurs (entre 14 et 17 ans) est autorisé s'il y a consentement des parents. Dans le cadre du mariage forcé, la tradition veut que le futur époux enlève et viole sa future épouse mineure . Cette pratique est très répandue dans les régions rurales malgré les efforts du gouvernement et des ONG pour la faire cesser au moyen de séances d'information sur les droits de la femme et de l'enfant. Les ONG locales ont signalé que les communautés dissimulent cette pratique.

Malgré de grandes campagnes d'information menées par les ONG, la pratique traditionnelle qui consiste à supprimer physiquement les bébés mal formés, les bébés qui se présentent par le siège à leur naissance, les bébés dont les mères sont mortes en couches, et l'un de deux jumeaux nouveau-nés (tous ces enfants étant considérés comme des sorciers) continue dans certaines régions rurales, et les auteurs de ces crimes agissent avec impunité.

Dans la pratique traditionnelle du vidomégon, qui signifie littéralement "enfant placé," des familles pauvres, généralement rurales, placent un enfant au foyer d'une famille plus riche. Cet enfant bénéficie d'un hébergement mais est souvent victime de longues heures de travail, d'une nourriture insuffisante et d'exploitation sexuelle ; les revenus provenant des activités de l'enfant sont parfois partagés entre ses parents et la famille urbaine qui l'élève. À l'origine, le vidomégon avait pour but d'offrir de meilleures chances d'instruction et un meilleur niveau de vie aux enfants des familles pauvres. Pourtant, cette pratique a rendu les enfants plus vulnérables au travail forcé et à la traite des personnes. Jusqu'à 95 pour cent des enfants placés en vidomégon étaient des fillettes.

Les tribunaux criminels ont infligé des peines sévères aux criminels condamnés pour crimes contre les enfants, mais nombre de ces affaires n'ont jamais atteint les tribunaux, en raison du manque de connaissance de la loi et des droits des enfants, le manque d'accès aux tribunaux, ou la peur de l'intervention de la police.

La prostitution des enfants posait problème. Certains enfants, notamment les enfants des rues, se livraient à la prostitution pour survivre, sans implication d'un tiers. Le Code pénal interdit la prostitution infantile ; mais les lois étaient peu appliquées, et l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales restait un problème. Un rapport de 2009 sur l'exploitation commerciale des enfants dans 11 communes indiquait que 43,2 pour cent des enfants de l'enquête (âgés de 12 à 17 ans) qui se livraient à la prostitution étaient aussi victimes d'exploitation sexuelle commerciale.

Le code pénal prévoit des peines en cas de viol, d'exploitation sexuelle, de corruption de mineurs, de proxénétisme, et de prostitution, et prévoit des peines accrues lorsque les victimes sont des femmes et des enfants de moins de 15 ans. Selon ses dispositions, les personnes impliquées dans la prostitution des enfants, notamment ceux qui la facilitent ou la sollicitent, sont passibles d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'amendes de 1.000.000 à 10.000.000 de francs CFA (2.000 à 20.000\$). La loi n'interdit pas spécifiquement la pornographie infantile. Le code de la famille fixe l'âge du mariage à 18 ans. L'âge minimum de facto de consentement sexuel est de 18 ans.

Le travail des enfants, quoiqu'illégal, restait un problème.

Il y avait beaucoup d'enfants des rues qui, pour la plupart, n'étaient pas scolarisés et n'avaient pas accès à l'éducation et aux soins de santé de base.

Le Bénin n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour plus ample information sur ce sujet, veuillez consulter le rapport annuel du Département d'Etat sur le respect de la convention à l'adresse [http://travel.state.gov/abduction/country/country\\_3781.html](http://travel.state.gov/abduction/country/country_3781.html).

#### Antisémitisme

Il n'a pas été fait état d'abus sociétaux ou de discrimination envers des membres de groupes religieux. Il n'y avait pas de communauté juive connue et aucun acte antisémitique n'a été signalé.

#### Traite des personnes

Veuillez consulter le rapport annuel du département d'État sur la traite des personnes à l'adresse [www.state.gov/g/tip](http://www.state.gov/g/tip).

#### Personnes handicapées

La discrimination à l'encontre des personnes atteintes de handicaps physiques ou mentaux n'est pas interdite par la loi. Toutefois, la législation stipule que l'État devrait prendre soin des personnes handicapées. Il n'y a pas d'obligations légales quant à la construction ou l'aménagement de bâtiments pour en faciliter l'accès aux personnes handicapées. Le gouvernement ne gèrait que très peu d'établissements pour assister les personnes handicapées, et beaucoup d'entre elles étaient forcées de mendier pour subvenir à leurs besoins. Le Bureau pour la réhabilitation et l'insertion des personnes handicapées au Bénin, relevant du Ministère de la Famille, coordonnait l'aide aux personnes handicapées par le canal du Fonds de réhabilitation et d'insertion des personnes handicapées (Fonds Driph).

Le code du travail comporte des dispositions visant à protéger les droits des travailleurs handicapés, mais ces dispositions ont été appliquées sans beaucoup d'efficacité pendant l'année. Le Bureau du travail, relevant du Ministère du Travail et de la fonction publique et le Ministère de la Famille sont chargés de protéger les droits des personnes handicapées.

#### Abus sociétaux, discriminations et actes de violence basés sur l'orientation sexuelle ou le genre

Aucun cas de discrimination sociale manifeste ou de violence fondée sur l'orientation sexuelle n'a été signalé.

## Autres formes de violences ou de discrimination sociétales

Il n'a pas été fait état de discrimination flagrante ou de violence en raison du VIH/sida. Depuis 2006, il est interdit de pratiquer la discrimination à l'encontre de toute personne, à un quelconque moment de son recrutement ou de son emploi, en raison de sa séropositivité.

### Section 7 Droits des travailleurs

#### a. Droit d'association

Le code du travail permet aux travailleurs de s'organiser et de s'affilier à des syndicats indépendants de leur choix sans autorisation préalable ni conditions excessives, et le gouvernement respecte généralement ces droits. Les employés ont le droit de grève, et l'ont exercé au cours de l'année. Les nouveaux syndicats doivent se faire enregistrer au Ministère de l'Intérieur, une procédure de trois mois, ou encourir une amende.

La population active, au nombre d'environ 3,2 millions, travaillait principalement dans l'agriculture de subsistance, et un petit nombre seulement dans le secteur formel. Bien qu'environ 75 pour cent des fonctionnaires appartiennent à des organisations syndicales, le pourcentage est beaucoup moins élevé parmi les travailleurs du secteur privé.

Les travailleurs doivent donner un préavis de trois jours avant de faire grève; cependant, les autorités peuvent déclarer la grève illégale, par exemple parce qu'elle menace la paix sociale et l'ordre public ; elles peuvent aussi réquisitionner les travailleurs en grève afin de maintenir des services minimum. L'État peut interdire une grève au motif qu'elle menace l'économie ou l'intérêt national. Les lois interdisent aux employeurs d'exercer des représailles contre des grévistes, mais une entreprise peut retenir une partie du salaire d'un travailleur pour fait de grève. Le gouvernement appliquait ces lois avec efficacité.

Le code de la marine marchande accorde aux employés de la marine marchande le droit de s'organiser, mais ils n'ont pas le droit de faire grève.

#### b. Droit d'organisation et de négociation collective

Le code du travail permet aux syndicats de se livrer à leurs activités sans ingérence et le gouvernement protégeait ce droit en règle générale. Il n'y a pas de restrictions aux négociations collectives. Le code du travail prévoit la négociation de conventions collectives et les employés ont exercé librement ce droit, à l'exception des employés de la marine marchande. Le gouvernement fixe l'échelle des salaires dans le secteur public selon la loi et les textes en vigueur.

En décembre 2009 le gouvernement a créé une Commission nationale de consultation et de négociation collective, en vue de faciliter la négociation collective et d'améliorer le dialogue social. La commission a organisé des sessions pendant l'année pour discuter des revendications des travailleurs et proposer des solutions.

Le code du travail interdit la discrimination à l'encontre des syndicats. Les employeurs ne peuvent pas tenir compte de l'appartenance à un syndicat ou des activités syndicales d'un travailleur au moment de l'embauche, de la répartition des tâches, de la formation professionnelle ou du licenciement ; mais le gouvernement n'a pas toujours appliqué ces dispositions et on a rapporté que des employeurs avaient menacé de licencier des individus en raison de leurs activités syndicales.

Il n'existe pas de zones franches industrielles.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

Le code du travail interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris par les enfants, mais celui-ci existait dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du commerce et de la construction, et la traite des personnes pose problème.

La loi prévoit des peines de prison avec travaux forcés et pendant l'année des juges ont condamné des coupables aux travaux forcés pour différents crimes.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour l'emploi

Le code du travail interdit l'emploi ou l'apprentissage dans les entreprises d'enfants âgés de moins de 14 ans. Toutefois, les enfants de 12 à 14 ans ont le droit de faire du travail domestique et du travail temporaire ou saisonnier peu fatigant si cela ne les empêche pas de poursuivre leur scolarité obligatoire. Le travail des enfants posait toujours problème, en partie en raison de l'application limitée des lois par les autorités. Pour aider à subvenir aux besoins de leurs familles, des

enfants des deux sexes – dont des enfants âgés seulement de sept ans - continuaient à travailler dans des fermes familiales, dans de petites entreprises, sur des chantiers de construction en zone urbaine, comme vendeurs ambulants sur les marchés et comme domestiques par la pratique du vidomégon. La majorité des enfants travaillant comme apprentis avaient moins de 14 ans, qui est l'âge légal pour faire un apprentissage. Les enfants travaillaient comme manœuvres avec les adultes dans les carrières dans de nombreuses régions. Le travail forcé et la prostitution des enfants des rues était toujours un problème. Les enfants de moins de 14 ans travaillaient dans les secteurs formel et informel dans les activités suivantes: agriculture, chasse et pêche, industrie, construction et travaux publics, commerce/vente des rues et nourriture/boisson, transports, communication et autres services, notamment comme domestiques.

Certains parents signent des contrats à long terme pour leurs enfants avec des «agents» qui recrutent des ouvriers agricoles ou des domestiques, stipulant souvent que le salaire des enfants serait versé aux parents. Dans certains cas, ces agents emmènent les enfants dans des pays voisins pour les faire travailler. Beaucoup de parents habitant dans des régions rurales envoient leurs enfants habiter chez des parents ou des amis en ville pour travailler comme domestiques en échange d'une éducation scolaire. Les familles d'accueil ne respectent pas toujours leurs engagements et l'abus des enfants employés comme domestiques reste un problème. L'État a dressé la liste des travaux dangereux interdits aux mineurs conformément à la Convention 182 de l'OIT, mais ne l'avait pas encore approuvée à la fin de l'année. Un décret interministériel de 2000 stipule que les enfants de moins de 18 ans ne sont pas autorisés à travailler dans les secteurs suivants: abattoirs publics et privés, sauf les apprentis en dernière année d'apprentissage; traitement, manutention et transport de substances toxiques; traitement et manutention d'engins ou appareils explosifs; et travail associé à l'entretien et à la surveillance d'animaux sauvages ou venimeux. Ce décret interdit aussi d'employer des jeunes de moins de 16 ans pour le contrôle et le fonctionnement de machines non protégées actionnées par des pédales, pour le forage des puits, canalisations de gaz, et travaux d'égouts.

Pour un complément d'information sur la traite des enfants, veuillez consulter le rapport annuel du département d'État sur la traite des personnes à l'adresse [www.state.gov/g/tip](http://www.state.gov/g/tip).

Le Bureau du Travail rattaché au Ministère du Travail et de la Fonction publique fait mal respecter le code du travail, et seulement dans le secteur formel en raison du manque d'inspecteurs. Le gouvernement a pris des mesures pour faire connaître

le code du travail aux parents et empêcher le travail obligatoire des enfants. Il a organisé des campagnes dans les médias ainsi que des ateliers régionaux, et fait des déclarations publiques sur les problèmes du travail des enfants. Ces initiatives rentraient dans le cadre du programme traditionnel de sensibilisation du Bureau du Travail. Il a aussi collaboré avec un réseau d'ONG et des journalistes pour sensibiliser la population aux problèmes du travail des enfants et de la traite des enfants. L'État a commencé à rédiger un Plan national d'élimination du travail des enfants. Un atelier a été organisé à Porto-Novo du 10 au 13 août pour discuter des préparatifs. L'État a entrepris une campagne de sensibilisation dans tout le pays comme principale activité pour la Journée d'action mondiale contre le travail des enfants 2010.

En novembre 2009, l'État a publié l'Enquête nationale sur le travail des enfants, parrainée par le Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'Organisation internationale du travail. Cette enquête a fourni des données exhaustives et devrait aider le gouvernement à parachever sa politique nationale pour l'abolition du travail des enfants.

e. Conditions de travail acceptables

Le gouvernement fixe l'échelle des salaires minimums pour un certain nombre d'emplois. Le salaire minimum, qui s'élevait à 30.000 CFA (66 dollars) par mois, ne suffisait pas pour atteindre un niveau de vie correct pour un travailleur et sa famille. Beaucoup de travailleurs devaient compléter leurs revenus en pratiquant l'agriculture de subsistance ou le commerce dans le secteur informel. La plupart des salariés gagnaient plus que le salaire minimum ; beaucoup de domestiques et d'ouvriers du secteur informel gagnaient moins. Le Bureau du travail a fait respecter le salaire minimum. Toutefois, sa tâche est entravée par le petit nombre d'inspecteurs du travail. Un grand nombre des travailleurs béninois et étrangers n'étaient pas couverts par les barèmes des salaires minimums.

Le code du travail instaure une semaine de travail de 40 à 46 heures selon le type d'activité, et prévoit au moins une période de repos de 24 heures par semaine. Les domestiques et les travailleurs agricoles travaillaient souvent 70 heures ou plus par semaine, bien au-delà du maximum de 12 heures par jour ou de 60 heures par semaine prévu par le code du travail. Le code du travail ordonne également le paiement des heures supplémentaires à un tarif supérieur et interdit les heures supplémentaires obligatoires en nombre excessif. Les autorités ont en général fait respecter les limites légales du travail hebdomadaire dans le secteur formel.

Le code du travail établit des normes de santé et de sécurité, mais le Ministère du Travail et de la Fonction publique ne les a pas appliquées de manière efficace. La loi ne donne pas le droit aux travailleurs de quitter un lieu de travail qu'ils jugent dangereux sans craindre de perdre leur emploi. Le Ministère du Travail a le pouvoir d'exiger que les employeurs remédient aux conditions de travail dangereuses, mais il ne l'a pas fait de manière efficace. Dans la pratique, l'État n'a ni surveillé ni contrôlé efficacement les conditions de travail des travailleurs étrangers ou des travailleurs migrants.